

Maria Manuela Tavares Ribeiro

Coordenação



utros Combates
pela História

COORDENAÇÃO EDITORIAL

Imprensa da Universidade de Coimbra
Email: imprensauc@ci.uc.pt
URL: http://www.uc.pt/imprensa_uc
Vendas online: <http://livrariadaimprensa.com>

CONCEPÇÃO GRÁFICA

António Barros

ORGANIZAÇÃO DOS TEXTOS

Isabel Maria Luciano
Marlene Taveira

PRÉ-IMPRESSÃO

António Resende
Imprensa da Universidade de Coimbra

EXECUÇÃO GRÁFICA

SerSilito • Maia

ISBN

978-989-26-0041-3

DEPÓSITO LEGAL

.....

OBRA PUBLICADA COM O APOIO DE:

2



CEIS 20
CENTRO DE ESTUDOS
INTERDISCIPLINARES
DO SÉCULO XXI
UNIVERSIDADE DE COIMBRA

FCT Fundação para a Ciência e a Tecnologia

MINISTÉRIO DA CIÊNCIA, TECNOLOGIA E ENSINO SUPERIOR Portugal

PROGRAMA OPERACIONAL CIÊNCIA, TECNOLOGIA,
INOVAÇÃO DO QUADRO COMUNITÁRIO DE APOIO III



Maria Manuela Tavares Ribeiro
Coordenação



utros Combates
pela História

HISTÓRIA E POLÍTICA

Bernard Vincent

COMMÉMORER: LE CAS DE L'ESPAGNE (1981-2009)

Mémoire, lieux de mémoire, commémoration, devoir de mémoire, tels sont quelques-uns des termes ou des expressions qui ont envahi depuis les années 1980 notre vie. Leur présence insistante a des effets considérables sur le travail de l'historien et sur la place de celui-ci dans la société. Il existe une pression, pour ne pas dire une tyrannie de la demande mémorielle que tout historien ne peut négliger et en conséquence se doit d'examiner. Je souhaite dans le cadre de l'hommage à Luís Reis Torgal proposer à cet égard quelques réflexions sur ce qui me semble représenter un nouveau combat pour l'histoire. On me permettra de le faire d'un double point de vue en apparence extérieur à l'ensemble des travaux ici présentés puisque je m'exprimerai d'une part en historien moderniste, d'autre part en historien de l'Espagne, convaincu qu'il est toujours utile de bousculer les barrières tant chronologiques que géographiques et de rappeler que quels que soient les siècles ou les pays étudiés, nous faisons tous le même métier.

On me pardonnera la banalité d'un tel rappel mais force est de constater que nous vivons une évolution qui ne peut laisser indifférent. Le besoin, l'exigence de mémoire a deux conséquences fondamentales. L'histoire contemporaine et même peut-on préciser l'histoire du XX^e siècle est devenue le centre de gravité des études et des débats. Ensuite les historiens, traditionnels gardiens et pédagogues du passé sont désormais concurrencés par d'autres intervenants: témoins ayant une expérience d'un événement, juges, journalistes, politiques etc...

Ces derniers interviennent par le biais de deux registres principaux: celui de la loi et celui de la commémoration. Le premier a été illustré en particulier par l'activité du Parlement français qui a adopté depuis 1990 plusieurs lois «mémorielles», celle condamnant le négationnisme de la Shoah en 1990, celle de la reconnaissance du génocide arménien en 2001, celle sur l'esclavage et la traite négrière aussi en 2001. Il y eut même un texte recommandant d'enseigner les bienfaits de la colonisation, toujours en 2005. A l'issue d'une énorme polémique, celui-ci a été retiré. Si la loi de 1990 n'a pas provoqué de critiques dans le milieu des historiens, il n'en a pas été de même des suivantes puisqu'elle a entraîné la création d'une association Liberté pour l'histoire dont le président est Pierre Nora. Plus récemment le parlement espagnol a eu une démarche similaire qui l'a conduit en décembre 2007 à promulguer une loi sur la guerre civile et la dictature franquiste qui reconnaît les droits des victimes des persécutions et des violences.

Le second registre, celui de la commémoration a sans doute moins de prégnance parce qu'à la différence de la loi il n'est pas inscrit dans la durée. Il n'en contribue pas moins à définir une politique mémorielle et il présente l'avantage de pouvoir s'appliquer à n'importe quel épisode, proche ou lointain du passé. C'est pourquoi il existe en France depuis la fin de la seconde guerre mondiale un Haut Comité des Célébrations nationales qui dépend du Ministère de la Culture. Ainsi sous l'égide de cette institution ont été organisées en 2004 de nombreuses manifestations, du 1650^e anniversaire de la naissance du Saint Augustin (13 novembre 354) au 50^e anniversaire de la mort du peintre Henri Matisse. Mais les plus importantes ont accompagné le bicentenaire de la rédaction du code civil et le 60^e anniversaire des débarquements de Normandie et de Provence, le centenaire de l'entente cordiale franco britannique et le cinquanteenaire de la fin de la guerre d'Indochine. Il est symptomatique que le guide des célébrations nationales ne fasse pas mention du déclenchement, en 1954 aussi, de la guerre d'Algérie, les politiques commémoratives se lisant autant dans les absences que dans les présences. Pour 2010, le programme du Haut Comité prévoit le patronage de manifestations concernant le centenaire de la naissance des écrivains Jean Anouilh et Julien Gracq et de l'acteur Jean-Louis Barrault, le centenaire de la mort de la cantatrice Pauline Viardot, du photographe Félix Nadar et du Douanier Rousseau, le peintre, et le bicentenaire de la mort d'Alfred de Musset et de Frédéric Chopin.

L'expérience espagnole en la matière mérite un examen approfondi. En renouant avec la démocratie en 1975 l'Espagne a connu bientôt une sorte de vertige commémoratif dont l'explication relève de trois facteurs. Il fut désormais possible d'évoquer des pans entiers d'un passé que le franquisme avait soigneusement occultés ou instrumentalisés. Ensuite le spectaculaire développement économique permit à la fois de mettre l'accent sur la modernité du pays et de faire des commémorations une vitrine de ce phénomène, enfin la classe politique dans son ensemble fut bientôt convaincue qu'elle tenait un outil singulièrement puissant et efficace en une période où la nation est en débat.

Le point de départ d'une fièvre commémorative qui je crois n'a pas égal ailleurs, se situe en 1981. Le 10 avril le gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo créa la Commission nationale du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique. Rapidement le projet fut amplifié, et à la commémoration de la geste colombine fut associée celle de la prise de Grenade par les chrétiens en janvier 1492 et celle de l'expulsion des Juifs d'Espagne en mars 1492. Il fut immédiatement assumé et même renforcé par le gouvernement de Felipe Gonzalez lorsque celui-ci accéda au pouvoir à l'automne 1982. Les objectifs extrêmement clairs furent alors rappelés par Javier Solana, ministre des Affaires Étrangères: donner un élan décisif à une communauté ibéro-américaine des nations, diffuser la réalité d'une Espagne démocratique en voie de modernisation, faire participer tous les citoyens espagnols aux commémorations. La présentation du programme par le ministre des Affaires Étrangères montrait, s'il en était besoin, que l'entreprise avait une double dimension nationale et internationale.

Je ne m'attarderai pas sur les modalités des commémorations organisées en Espagne en 1992 sur la base de ce programme. Il suffit de rappeler que parmi les manifestations qui se sont alors tenues deux ont eu un retentissement planétaire, l'exposition universelle de Séville qui fut ouverte pendant presque six mois et les Jeux Olympiques de Barcelone, même si ceux-ci n'avaient rien à voir avec le cycle commémoratif.

Mais il y eut là une heureuse coïncidence qui permit de mieux souligner la modernité de la démocratie espagnole retrouvée. De toute manière le programme réalisé en 1992 avait été précédé par un autre, en 1988-1989, de moindre envergure et n'ayant pas fait l'objet d'une préparation aussi longue et aussi minutieuse, mais dont la teneur et l'esprit traduisent bien les objectifs et les enjeux des commémorations. 1989 fut pour le monde entier le temps des célébrations évoquant la Révolution Française et surtout *la déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. L'Espagne de 1789 n'avait guère participé à l'élan ayant ébranlé l'Ancien Régime. Comment pouvait-elle se joindre au concert international afin de témoigner de la fermeté du chemin emprunté après la mort de Franco en 1975? Surgit l'idée de rendre solennellement hommage à la figure de Charles III «le roi des lumières» mort précisément en 1788 après un règne de trente ans. Parmi les actes qui ont marqué l'année 1988 le plus spectaculaire fut sans aucun doute l'érection au centre de la Puerta del Sol, la place emblématique de Madrid, de la statue du souverain. Sur la base de celle-ci ont été gravés une liste de 71 noms de ministres, écrivains, artistes, scientifiques etc... dont l'œuvre s'est située pendant le règne de Charles III et une inscription interminable, peut-être la plus longue jamais inscrite sur une statue. La liste réserve quelques surprises. On peut ainsi se demander pourquoi y figure le marquis de la Ensenada qui exilé en province dès 1754 n'a joué aucun rôle sous le règne de Charles III. Inversement il y a des absences significatives: les ecclésiastiques y sont très peu représentés, ainsi si Lorenzana est présent Feijoo ne l'est pas ; les étrangers au service du Roi d'Espagne ont rarement été retenus, si le marin Malaspina et l'architecte Sabatini figurent, ni le ministre Grimaldi, ni le naturaliste Bowles, ni l'architecte Sachetti, ni le peintre Tiepolo ne sont mentionnés. Et bien entendu, pas davantage, Esquilache ministre qui a été la principale cible des mouvements populaires de 1766 ni O'Reilly, le chef de l'expédition manquée à Alger en 1775. L'inscription précise bien le sens que l'on a voulu donner au monument. Le texte souligne le caractère éclairé d'un règne placé sous le signe de la modernisation — terme employé deux fois et accompagné de ceux de régénération, réforme et embellissement. La série des verbes qualifiant l'œuvre de Charles III est particulièrement emphatique «fortaleció, patrocinó, promovió (deux fois), propició, creó, apoyó, desarrolló, reconquistó, impulsó». Les temps difficiles (les émeutes de 1766) les échecs militaires (à la Havane et à Manille en 1762, à Alger en 1775), les décisions ayant suscité des polémiques comme l'expulsion des jésuites d'Espagne en 1767 sont oubliés.

Le ton était donné. Les commémorations de 1988 et de 1992, si proches dans le temps ont eu une profonde influence sur les rapports entre histoire, politique et société. Les unes et les autres ont considérablement servi à ce que Luis Yañez a résumé d'une phrase, à la fin de l'année 1992, «poner España en su sitio». L'Espagne de la fin du XX^e siècle montrait qu'elle était la digne héritière de phases parmi les plus brillantes de son histoire, la fin du XV^e siècle, la seconde moitié du XVIII^e siècle. En outre la société espagnole, par son affluence aux manifestations proposées a montré son adhésion au message ainsi délivré. Enfin le monde politique a saisi l'importance des enjeux des commémorations. C'est pourquoi quand le Partido Popular est arrivé au pouvoir, en 1995, il s'est immédiatement engagé dans la voie que le PSOE avait tracée. Un programme destiné à commémorer à la fois le IV^e centenaire de la mort de Philippe II (1998) et le V^e centenaire de la naissance de Charles Quint (2000) fut

dessiné et confié à la responsabilité de Juan Carlos Elorza Guinea. Expositions, congrès, publications, concerts se succédèrent pendant deux ans. Un discours du chef du gouvernement, José Manuel Aznar, du 7 septembre 1999 exprime bien l'esprit qui présidait au projet commémoratif non seulement du moment mais aussi de l'ensemble de la période 1980-2000: «si es cierto que España retrasó algunas veces su caminar europeo, no podemos olvidar que estuvo en el origen de la Europa moderna de la que fue gran potencia militar, política, jurídica y cultural». De fait dans tous les discours officiels prononcés dans le cadre des commémorations filippines ou carolines l'accent fut mis tant par le roi Juan Carlos que par José Manuel Aznar et par Juan Carlos Elorza sur la modernité espagnole et sur l'impulsion donnée par Charles Quint et Philippe II à la construction européenne.

La conviction, largement répandue, d'un lustre retrouvé a donc été le moteur d'une intense politique de commémorations. Une telle entreprise n'allait pas sans difficultés. Elle ne pouvait être conduite que si elle recueillait un large consensus dans la société espagnole et ne blessait pas les sensibilités des opinions publiques d'autres pays? C'est là le double garde-fou de tout programme commémoratif mais dont les dimensions sont singulièrement importantes dans le cadre d'un projet ambitieux comme celui de l'Espagne de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècle. Cette double exigence n'a pas été sans conséquence sur le contenu des commémorations et des discours qui les ont sous-tendues. Ainsi alors que s'exprimait le souci de l'Espagne de jouer un rôle déterminant dans la construction d'une communauté ibéro-américaine des nations, il convenait de ne pas célébrer la geste de Christophe Colomb d'une manière triomphaliste. Si en 1981 le lancement des commémorations de 1492 s'est fait sous l'égide de la Commission nationale du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, le mot découverte fut en 1992 banni du vocabulaire officiel et remplacé par le mot rencontre. De même il n'a guère alors été question de l'expulsion des Juifs des territoires espagnols et de la prise de Grenade par les chrétiens. Ces événements ont servi de prétexte à l'évocation de «l'apport des Juifs à la personnalité socio-culturelle espagnole» et à la brillante civilisation d'Al-Andalus. Cette période a connu toutefois une exception le 31 mars 1992, le roi Juan Carlos s'étant rendu cinq cents ans jour pour jour après la promulgation du décret d'expulsion à la synagogue de Madrid pour participer à un acte de repentance. Ce précédent n'a pas été oublié et au sein du monde maghrébin se sont récemment élevées des voix, pour demander qu'une démarche de même nature ait lieu lors du quatrième centenaire de l'expulsion des morisques, décidée le 4 avril 1609. Mais sans succès.

Les gouvernements qui se sont succédé en Espagne depuis les années 1980 ont également pris beaucoup de précautions en direction de la population espagnole. Ils eurent soin d'associer le plus grand nombre possible de lieux aux cérémonies prévues. Les commémorations du V^e centenaire des événements de 1492 se déroulèrent à Tolède, Valence, Grenade, Séville, Palos (province de Huelva), Bayona (province de Vigo)..; Madrid a eu d'autant moins de prééminence dans l'ensemble du processus que les regards furent comme je l'ai déjà rappelé portés surtout vers Séville et l'exposition universelle et vers Barcelone et les Jeux Olympiques. Un schéma identique fut adopté entre 1998 et 2000. Il est significatif que les trois grands congrès autour de la figure de Philippe II aient eu lieu à Madrid, Barcelone et Lisbonne — le Roi-Prudent avait été aussi souverain du Portugal — et que les trois principaux organisés autour de la

figure de Charles Quint aient eu lieu à Madrid, Barcelone et Grenade. Ces choix avaient été mûrement réfléchis comme le souligna le discours prononcé à Valladolid par José Maria Aznar le 7 septembre 1999 à l'occasion de l'inauguration de l'exposition *la época de Carlos V y Felipe II en la pintura de historia del siglo XIX* «Muchos pensaron que Madrid se convertiría en sede exclusiva en las conmemoraciones. No ha sido así. El proyecto se ha desarrollado en diversos lugares de España y hay que felicitar por esta orientación que no acaba de ser recordada, y por la participación de Comunidades Autónomas y Ayuntamientos de toda España».

Il s'agissait bien de ne pas donner une part trop belle à la capitale en particulier, à la Castille en général. Ce souci eut également des répercussions sur le contenu des commémorations de toute la période. En 1992, le cinq centième anniversaire de la publication de la grammaire castillane d'Antonio de Nebrija a été très discrètement célébré afin de ne pas froisser tous les locuteurs catalans, basques et galiciens. En revanche l'élection à la papauté du valencien Rodrigo Borja (Alexandre VI) dont la langue maternelle était le catalan, n'a pas été célébré en dépit du souhait de la Généralité de Catalogne. Le rappel de l'existence mouvementée du souverain Pontife constitua un motif suffisant pour ne pas l'exaucer. La Généralité eut plus de succès, en 2000, lorsque se présenta la possibilité de fêter le tricentenaire, de l'accession des Bourbons au trône d'Espagne. Les Catalans ayant pris le parti de l'archiduc Charles le prétendant Habsbourg, Barcelone souffrit beaucoup de la répression de l'armée de Philippe V. Il n'y eut pratiquement pas de commémorations de l'événement.

C'est précisément à la fin de l'année 2000, en décembre, qu'une nouvelle étape fut en Espagne franchie dans le domaine des commémorations. Depuis 1981 et la création de la Commission nationale du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique chacune des éphémérides retenues fut célébrée sous l'égide d'un organisme spécifique. Nous l'avons vu longuement pour 1992, 1998 et 2000. Il en a été de même pour la commémoration en 1996 du 25^e anniversaire de la naissance de Goya. Le 15 décembre 2000 a été institué par le Conseil des Ministres la Sociedad Estatal para la Acción Cultural Exterior (SEACEX) devenu ensuite Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales (SECC) chargée d'organiser dans la durée tous les programmes commémoratifs. Cet organisme est dirigé par un Président assisté d'un budget important. Il a au cours de la première décennie du XXI^e siècle mis l'accent sur le quatrième centenaire de la publication de la première partie du Quichotte en 1605 et depuis 2008 sur le bicentenaire de la résistance à l'invasion napoléonienne. Les commémorations sont devenues un instrument permanent de la politique.

Une telle évolution n'est pas sans poser des questions importantes aux historiens qui deviennent des acteurs majeurs de ce processus. Il a été calculé que 887 chercheurs ont participé aux diverses manifestations des commémorations de Charles Quint et Philippe II. La communauté scientifique reçoit de la sorte une aide considérable permettant à la fois de publier dans de bonnes conditions et de disposer d'une audience singulièrement élargie dans la société et ce d'autant plus que les éditeurs privés mettent aussi l'accent sur l'actualité commémorative.

Il ne s'agit donc pas de se tenir à l'écart de ce mouvement. Les commémorations peuvent être l'occasion d'établir de très utiles bilans de recherche et de faire de fructueuses propositions pour l'avenir. Elles constituent une véritable aubaine à condition que les historiens sachent en mesurer les enjeux, les contraintes et les conséquences.

Cette remarque est applicable à tous, quelle que soit la période étudiée. Il va de soi que les risques de dérive sont immédiatement évidents pour l'histoire du XX^e siècle mais les exemples fournis plus haut administrent la preuve, me semble-t-il, que n'importe quel événement, aussi lointain dans le passé soit-il peut être instrumentalisé.

Nos manières de faire de l'Histoire peuvent en être bouleversées. Nous pouvons être amenés à perdre une partie de l'initiative de nos recherches et à surinvestir certains champs d'étude en délaissant d'autres tout aussi importants. Nous pouvons surtout évoluer, consciemment ou inconsciemment, vers une histoire artificiellement consensuelle, aseptisée et politiquement correcte. Le danger nous guette non pas tant à cause de la pression du monde politique — qui accomplissant sa mission a jusqu'ici défini l'esprit des commémorations sans jamais imposer le programme — que d'un conformisme et d'une autocensure des historiens eux-mêmes. Les aspects négatifs des commémorations sont accentués par l'incitation éditoriale à publier, souvent à la hâte, des livres qui pourraient atteindre un fort tirage. La quête d'une large reconnaissance sociale et l'appât du gain peuvent avoir des effets dévastateurs. On peut de la sorte regretter que l'Amérique hispanique n'ait pas été étudiée lors des énormes colloques Philippe II, tenus à Madrid et à Barcelone en 1998¹. La lacune n'avait pas échappé à la sagacité d'Antonio Dominguez Ortiz, auteur de la contribution madrilène inaugurale.

Nous pouvons aussi déplorer l'usage inconsidéré de la biographie car, à côté de belles réussites, beaucoup d'entre elles visent à présenter les personnages étudiés, les souverains en particulier, sous un jour étonnamment favorable. Dans le nouveau et complexe paysage de l'histoire d'aujourd'hui les historiens doivent plus que jamais ne pas céder à la facilité et être les gardiens de l'esprit critique.

ANNEXE

TEXTE DE LA STATUE DE CHARLES III (MADRID, PUERTA DEL SOL)

Carlos III de España hijo de Felipe V e Isabel Farnesio nació en Madrid en 1716 casado con Doña María Amalia de Sajonia fue duque de Parma Piacenza y Toscana y Rey de Napoles sucedió a su hermanastro Fernando VI en el trono de España en 1759 monarca ilustrado gobernó y modernizó el país con ayuda de notables políticos reformadores pensadores científicos y artistas fortaleció la jurisdicción ordinaria y el poder civil frente a otros poderes. Dictó medidas para la regeneración de la sociedad y el fomento de las buenas costumbres. Patrocinó el estudio de las ciencias la medicina y las artes favoreciendo la creación de instituciones culturales y de las sociedades económicas de amigos del país. Promovió la reforma agraria la minería la industria y el comercio incrementándose durante su reinado las instalaciones fabriles y el desarrollo de la actividad de los puestos navales. Propició la colonización de nueva

¹ *Felipe II (1527-1598), Europa y la Monarquía católica*, 4 volumes, José Martínez Millán ed., Madrid, editorial Parteluz, 1998; *Felipe II y el Mediterráneo*, 4 volumes, Ernest Berenguer Cebria ed., Madrid, Sociedad Estatal para las Conmemoraciones de los Centenarios de Carlos V y de Felipe II, 1999.

poblaciones. Auspició la construcción de canales y caminos facilitando al tráfico de mercancías y personas. Suprimió las rentas provenientes de haciendas provinciales fueros aduanas internas y monopolios estableciendo una única contribución. Instauró la libertad de comercio con América. Creó el banco de San Carlos primer banco nacional del reino. Apoyó la independencia de las colonias norteamericanas. Promovió las expediciones científicas a América y Australia. Desarrolló una política de creación de riqueza en los virreinos. Reconquistó Menorca. Impulsó la modernización y el embellecimiento de las poblaciones peninsulares americanas mediante el trazado de paseos y alamedas el establecimiento de alcantarillado y alumbrado público la imposición de medidas higiénicas y de limpieza de las ciudades la construcción de hospitales y cementerios extramuros y la aplicación de ordenanzas municipales. Las grandes obras que realizó en la Corte lo proclaman como el mejor alcalde de Madrid. Murió el año 1788.

LES NOMS INSCRITS SUR LA STATUE DE CHARLES III

CADALSO FORNER IRIARTE SAMANIEGO ARTEAGA CLAVIJO CABANILLES
LORENZANA MENGES ULLOA MAYANS

PEREZ BAYER LARDIZABAL GOYA VILLANUEVA VENTURA RODRIGUEZ
MARQUET CABEZAS MELLA PONZ ARNALL

SABATINI HERMOSILLA CARNICERO LEMAYR ALTUNA NAROS PEÑAFLOIDA
MASDEU JORGE JUAN BETANCOURT

TOMAS LOPEZ BAILS MELENDEZ VALDES FERNANDEZ MORATIN BAYEU
GONZALEZ VELAZQUEZ FERONDA ARANDA

CABARRUS CAMPOMANES OLAVIDE JOVELLANOS AZARA RODA
FLORIDABLANCA ENSENADA FERNAN NUÑEZ VIRGILI

PEDRAYES FOS GIMBERNAT CONDESA BENAVENTE CARMONA RICLA
PARET MAELLA MACANAZ SANCHA

CELESTINO MUTIS MALASPINA WALL CAPMANY LARRUGA ASSO TOFIÑO
CRILLON VIRREY AMAT

Série
Documentos

•

Imprensa da Universidade de Coimbra
Coimbra University Press

2010

